



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Nº 126 - 9 janvier 1984

PRIX : 2 Frs.

TUNISIE
la révolte
des
pauvres
fait reculer
BOURGUIBA



(SOMMAIRE
AU
VERSO)

SOMMAIRE

éditorial

Page 2

TUNISIE : LA REVOLTE DES PAUVRES FAIT RECULER BOURGUIBA

- Editorial

Page 3/4

- REPRESSION EN CASAMANCE : derrière le déguisement parlementaire, la mitraille.

Le dictateur sénile Habib Bourguiba - et avec lui toute la classe dirigeante tunisienne - a été contraint de reculer. Il a annulé la décision de doubler le prix de pain et d'augmenter de 70 % le prix des produits céréaliers de première nécessité, prise par son premier ministre.

Page 5/6/7

- NIGERIA :

* retour des militaires au pouvoir.

* pétrole, corruption et généraux.

Eh oui, après avoir affirmé que la hausse du prix du pain était inévitable, qu'on ne pouvait pas faire autrement ; et après avoir fait tirer dans les foules de pauvres qui protestaient contre une décision qui les condamnait à la famine, les dirigeants ont subitement découvert qu'ils pouvaient faire autrement. Par humanisme ? Par lucidité tardive ? Que non ! Par trouille ! Par peur que la vague de colère ne les emporte.

Page 8

- COTE d'IVOIRE :

l'austérité continue.

Le recul du gouvernement tunisien a montré que les gens qui sont descendus dans la rue, ont eu raison de se battre contre la hausse des prix. Sous la pression du FMI et des pays capitalistes riches qui les incitaient à prendre des mesures d'austérité, le gouvernement a cyniquement prétendu que la population " gaspille " du pain et qu'il fallait supprimer les subventions aux produits céréaliers, ce qui a entraîné l'augmentation des prix. Il faut faire des économies, affirmait le gouvernement, pour pouvoir rembourser les dettes extérieures du pays. Mais il n'était évidemment pas question pour ce gouvernement de riches de faire des économies sur le superflu des riches, non, c'est sur la nourriture des pauvres qu'ils voulaient prélever de quoi payer leurs dettes à eux, les riches.

- TCHAD :

lequel des virus a terrassé Idriss Miskine ?

Seulement, le gouvernement tunisien n'a pas compté avec la réaction de la population. La révolte ne s'est pas fait attendre. Elle a commencé le 29 décembre dans le Sud de la Tunisie et s'est rapidement étendue au reste du pays. L'ampleur de cette révolte a secoué pendant plusieurs jours le régime de Bourguiba et l'a amené à céder. Il s'agit là incontestablement d'une victoire ; même si c'est une victoire provisoire ; même si les dirigeants ont simplement battu en retraite et même si demain ils essaieront de faire payer les pauvres par d'autres moyens.

Page 9

- MORTALITE INFANTILE DANS LE TIERS-MONDE : une triste réalité.

Les pauvres de Tunisie ont gagné une bataille et c'est déjà beaucoup ; mais il reste encore la guerre à gagner, la guerre des pauvres contre les riches, des exploités contre les exploités. Mais pour gagner la guerre, il faut que les exploités aient une politique ; une politique visant à déposséder les riches, les exploités, de tous leurs pouvoirs politique, économique, militaire ; et il faut que les exploités aient une organisation pour faire prévaloir cette politique. Ceci vaut pour la Tunisie, mais ceci vaut, tout autant pour tous les pays d'Afrique. Et pas seulement parce que le pain ou le riz sont subventionnés dans bien d'autres pays d'Afrique et qu'ils risquent partout ne plus l'être, et pour les mêmes raisons qu'en Tunisie.

Page 10/11

- Talbot licencié avec la bénédiction du gouvernement.

Mais partout, ceux qui dirigent le font dans l'intérêt d'une minorité de possédants ; et partout si la crise entraîne la nécessité de mesures de restrictions, ils prendront ces mesures au détriment des plus pauvres, même s'ils savent que pour ceux qui sont déjà, en temps normal à la limite de la famine, ces mesures signifient une condamnation à mort. De toute façon, partout il faudra que les pauvres se battent s'ils ne veulent pas mourir de faim et de misère tout comme les pauvres de Tunisie étaient obligés de se battre. Alors, tant qu'à faire, autant se battre jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir des possédants, et la prise du pouvoir par le prolétariat et par les paysans pauvres en armes.

ABONNEMENTS

* FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

- A D R E S S E -

M. DUFEAL (pour le PAT) Poste restante Paris 113 - Place de l'Hôtel de Ville.

répression en Casamance

DERRIERE LE DEGUISEMENT PARLEMENTAIRE, LA MITRAILLE.

Plus de 24 morts, 80 blessés et 120 arrestations, tel est le bilan officiel de la récente répression en Casamance. Ces chiffres sont sûrement loin de la réalité, car ce sont les autorités elles-mêmes qui les ont communiqués, par l'intermédiaire du journal gouvernemental " le Soleil " .

Toujours selon la thèse officielle, ces manifestations en Casamance seraient le fait d'une minorité d'agitateurs. Bien sûr, nous ignorons combien il y avait de manifestants, et ce n'est certainement pas le journal officiel du pays par lequel nous le saurons. Mais l'ampleur de la répression montre que le mécontentement touche une grande partie de la population de la Casamance. Elle montre en tout cas que ce qui s'est passé n'est pas le fait de quelques individus ou jeunes écervelés en mal de place au soleil, mais bien celui de milliers d'hommes et de femmes qui en ont assez de Diouf et de sa politique au point de risquer de se faire tuer en manifestant.

Oui, car ces manifestations ont eu lieu au moment même où la justice condamnait des personnes qui, en décembre 1982 déjà, participaient à d'autres manifestations qui se sont terminées elles aussi par des bagarres violentes avec la police, et par la répression non moins violente. Et ceux qui, aujourd'hui, sont réprimés ne l'ignoraient pas. Au contraire, il s'est trouvé suffisamment de personnes pour redescendre dans la rue. Manifestement, il ne s'agit pas d'un coup de colère momentané, mais bien d'un sentiment persistant dans la population.

Alors qu'est ce qui a motivé réellement ces manifestations ? Il serait difficile de le dire. Est-ce le sentiment chez les casamançais d'être opprimés en tant qu'ethnie ou religion minoritaire ? Cela est possible. Car après tout, le régime d'Abdou Diouf, malgré tout son tra-la-la parlementaire, n'est pas assez démocratique pour qu'une minorité quelconque puisse y vivre à l'aise. D'autre part, Diouf à la recherche de soutien, fait trop la cour aux religieux et autres dignitaires musulmans pour que les minorités religieuses ne se sentent pas menacées. Enfin, dans la bonne tradition politique coloniale, les personnalités officielles nommées en Casamance sont systématiquement d'une ethnie différente de la région. Sur ce point d'ailleurs, la Casamance n'est pas plus mal lotie que les autres régions du Sénégal. Compte tenu de tous ces faits, les casamançais ont certainement des raisons d'avoir des craintes.

Mais au-delà de toutes ces hypothèses, il y a peut-être le fait que les populations sont pauvres. Et dans ces manifestations, on retrouve la révolte contre la pauvreté. Les manifestants reprochent au pouvoir central de n'avoir rien fait pour améliorer le sort des populations locales depuis l'indépendance. Soit dit en passant, cela est général pour pratiquement tout le Sénégal. Mais de le dire, de le manifester, c'est une façon de se révolter contre la pauvreté.

Alors, face à cette colère, on a vu que Abdou Diouf n'a rien trouvé de mieux à donner que la mitraille. Et c'est ce régime qui nous est montré, présenté comme une réussite de démocratie, qu'on puisse trouver en Afrique. Eh oui ! On peut les croire sur parole au moins sur ce point. Oui, c'est ce mieux en matière de démocratie qui nous a offert, derrière la mascarade parlementariste, là à Zinguichor, le visage de ces hommes et ces femmes morts sous les balles des gendarmes et des policiers.

Ce mouvement a éclaté apparemment sous la direction d'une organisation nationaliste, le M F D C (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance). Et celle-ci n'a rien d'autre à proposer aux pauvres de Casamance que le création d'un nouveau mini-Etat, une nouvelle Gambie en quelque sorte, qui ne réglerait certainement aucun problème pour les pauvres, pas même celui de l'oppression. On sait en effet qu'Abdou Diouf n'est pas plus tendre envers les Ouolofs qu'envers les Diolas. Et c'est en cela que ces nationalistes du M F D C amènent ceux qui se battent vers une impasse qui ne pourrait, tout au plus aboutir qu'à l'occupation par des notables casamançais, des postes aujourd'hui occupés par des Ouolofs. Et ce ne serait certainement pas une solution pour les pauvres de la Casamance.

Oui, la solution, ce n'est pas d'ajouter un Etat oppresseur de plus à la carte de l'Afrique qui en compte déjà une multitude. L'avenir est au contraire dans l'union de s pauvres, pas seulement ceux du seul Sénégal, mais aussi ceux des autres pays d'Afrique, pour renverser tous ces régimes de dictature et d'inégalité, qui permettent à une poignée d'individus de s'enrichir de façon éhontée, et laisse crever la grande majorité, de misère.

L'avenir n'est pas au micro-nationalisme, mais à la prise du pouvoir par les pauvres, à l'échelle de régions plus vastes, voire de tout le continent. Une prise de pouvoir qui n'empêcherait d'ailleurs aucune des ethnies, fut-elle minoritaire, de gérer librement et démocratiquement ses affaires.

Cela dit, si les manifestations devaient reprendre et la situation s'aggraver, si les gendarmes et policiers devaient être encore et toujours plus sollicités, créant une situation de guerre d'oppression, eh, bien, la séparation serait le moindre mal. Car s'il devait y avoir une situation de guerre coloniale en Casamance, aucun des peuples, aucune des ethnies n'y gagnerait. Pas les Diolas, bien sûr mais pas plus les autres, obligés de fournir des soldats de répression.

La tentative des dirigeants mauritaniens de contraindre par la force à l'époque une partie des Saharaouis de faire partie de la Mauritanie avait coûté cher au peuple saharoui, mais il avait coûté cher, aussi, au peuple mauritanien. Et finalement, le régime mauritanien a été obligé de reculer ; mais l'a-t-il fait après combien de victimes ?

Alors, l'exaspération des casamançais n'est peut-être pas encore à ce point, au point où il faille parler séparation. Mais avec la répression telle qu'elle a eu lieu, on s'achemine vers ce type de situation, qui consiste à dresser, diviser des ethnies contre d'autres ethnies. Et la responsabilité n'incombe pas aux révoltés, mais bien à l'Etat, à sa politique, sa dictature et son oppression.

Alors, tout en pensant que l'avenir de l'Afrique n'est pas dans les micro-Etats, mais dans l'organisation de vastes ensembles, les révolutionnaires socialistes ne reconnaissent pas le droit d'Abdou Diouf d'imposer sa dictature à quelque groupe ethnique que ce soit.

Et nous sommes évidemment solidaires de toutes les victimes de la répression en Casamance ; nous sommes solidaires de toutes les personnes et de tous les militants arrêtés.

LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES AU SENEGAL.

NIGERIA

retour des militaires au pouvoir

Un coup d'Etat a encore eu lieu en Afrique. Cette fois-ci, c'est au Nigéria, c'est à dire dans un des pays les plus peuplés d'Afrique et un des plus riches avec ses nombreuses richesses naturelles : pétrole, minerais etc ... Mais depuis que la crise économique a frappé le monde capitaliste, tous les pays d'Afrique sont directement touchés, y compris ceux qui sont parmi les moins pauvres ; par exemple la Côte d'Ivoire et le Nigéria.

Cette situation économique dramatique ne manquera pas de créer des situations politiques explosives dans nos pays. Mais comme le plus souvent, il n'y a pas de forces organisées capables d'offrir des perspectives aux masses mécontentes ; ce sont les galonnés comme Buhari ancien ministre du pétrole nigérian ou Sankara en Haute-Volta, qui prennent le pouvoir pour mener en réalité la même politique que leurs prédécesseurs. Car même le Général Buhari se dit contre la corruption et proclame qu'il veut changer la situation économique dans laquelle le Nigéria est plongé aujourd'hui.

Par ses déclarations de bonnes intentions, il nous rappelle celles qui ont été faites par Moussa Traoré quand il venait de prendre le pouvoir au Mali en 1968. Il se disait lui-aussi contre la corruption ; mais aujourd'hui son régime est parmi les plus corrompus d'Afrique. La question que certains travailleurs posent souvent : " pourquoi y a-t-il toujours des coups d'Etat en Afrique ? ". D'autres disent qu'il est impossible de réaliser la démocratie avec les régimes civils car les militaires ont toujours le dernier mot. Le renversement du régime parlementaire de Shagari illustre cette constatation.

Eh oui, si on fait le total des discours des " civils " de chez nous sur la démocratie ainsi que le total des proclamations de " lutte contre la corruption " de nos colonels et autres galonnés, on remplirait toute une bibliothèque ! Si nos politiciens civils comme militaires sont doués pour quelque chose, c'est bien dans l'utilisation de la prison, du fouet et dans la manière de se remplir les poches sur le dos des pauvres. C'est tout ce qu'ils savent faire. Et c'est d'ailleurs pour ces fonctions-là que l'impérialisme les maintient au pouvoir, leur envoie des armes et toute sorte " d'instructeurs ".

La démocratie, même dans le sens étroit du parlementarisme bourgeois, avec un semblant de liberté d'expression et d'organisation telle qu'elle est pratiquée ici en France par exemple, n'est accessible qu'à une poignée de pays riches. Sur les quelques 150 Etats qui constituent l'O.N.U., on n'en compte qu'une poignée ! Pour les autres, c'est la démocratie à la sauce Pinochet ou à la Houphouët. La démocratie, c'est un luxe que les bourgeois des pays riches peuvent s'offrir. Leurs richesses leur permettent d'avoir des cousins plus ou moins épais pour amortir un peu les chocs de la lutte des classes.

Dans les pays pauvres, les contradictions sont trop explosives pour qu'il y ait de la place, ne serait-ce que pour une caricature de démocratie. L'armée et la police y sont mises à contribution de manière quasi-permanente. Il n'y a de la place pour les contestataires que dans les prisons ou dans les cimetières. Et si les militaires font souvent des coups d'Etat dans nos pays, comme en Amérique latine, c'est parce qu'ils sont finalement les mieux placés pour maintenir l'ordre établi. Et quand la misère est profonde, il n'y a qu'avec les baïonnettes que les classes dirigeantes peuvent faire régner l'ordre.

Alors, même si de temps en temps comme cela a été le cas au Nigéria entre 1979 et 1983, les militaires laissent le pouvoir aux civils, il est vain d'espérer une liberté plus grande pour les pauvres.

Dans le cadre du système capitaliste, les pauvres des pays pauvres ne pourront jamais voir naître la démocratie, même pas telle qu'elle existe en France ou en Grande-Bretagne. Ils n'auront la liberté, même la plus élémentaire des libertés qu'une fois qu'ils auront mis fin au système capitaliste.

Cela nécessite de la part des travailleurs, des paysans pauvres et des pauvres en général, une organisation de classe pour préparer leurs combats futurs contre les classes exploiteuses, contre leur Etat, leur armée, leur police. Le prolétariat africain est capable de réaliser une telle tâche. Elle est même la seule classe capable d'aller jusqu'au bout, en Afrique, pour obtenir la liberté pour tous les pauvres.

NIGERIA pétrole corruption et généreux

Voilà donc les militaires de nouveau au pouvoir au Nigéria ! Après avoir monopolisé le pouvoir durant 13 années (1966 à 1979), ils l'avaient laissé " volontairement " à une équipe de " civils " en octobre 1979. Aujourd'hui, ils le reprennent tout à fait tranquillement. Tout s'est passé comme s'il ne s'agissait que d'un tour de passe-passe. Les quatre (4) années de régime civil n'ont été en fait qu'une simple mi-temps pendant laquelle les militaires ont laissé jouer les civils.

Mais pendant ces quatre années de régime civil, que n'a-t-on pas dit de celui-ci ? Le seul fait que les civils dirigent le pays aura suffi pour qu'il devienne une exception en Afrique. Que les civils aient quelque peu laissé les partis politiques s'exprimer, cela suffisait pour qu'une grande partie de la presse internationale leur attribue toutes sortes de qualificatifs élogieux : " multipartisme véritable " pour les uns, " démocratie exemplaire " pour les autres. Quant aux dirigeants nigériens eux-mêmes, ils se considéraient comme " la 4^{ème} plus grande démocratie du monde " ! Aujourd'hui, toutes ces langues se sont tues car leur fameuse " démocratie " s'est envolée comme par enchantement, exactement comme elle a été instaurée. Le " modèle " qu'on essayait de faire valoir, a disparu comme une fumée sans même essayer de s'opposer aux militaires.

Si le coup d'Etat qui a eu lieu dans ce pays a attiré un peu plus qu'habituellement l'attention de la presse du monde entier, c'est d'abord à cause des intérêts que représente le Nigéria pour l'impérialisme. Il est le plus peuplé d'Afrique ; on y compte environ 90 millions d'habitants. Le pétrole y est exploité depuis les années 70 et jusqu'en 1980 le Nigéria détenait le 6^{ème} rang des pays producteurs de pétrole. Avec ses 2 millions de barils par jour, il attirait la convoitise de nombreux trusts qui venaient signer des contrats mirobolants. L'exportation du pétrole est devenue pratiquement la seule ressource du pays, car elle procurait près de 90 % des rentrées de devises. Le boom pétrolier a permis à ce pays d'avoir quelques années de relative prospérité. Mais qui en a profité ?

Ce sont évidemment les mêmes, c'est-à-dire une petite minorité de privilégiés, ceux directement liés à la manne pétrolière, les gros commerçants et autres hauts fonctionnaires. Pour cette minorité liée aux intérêts de l'impérialisme, le pétrole a été effectivement une bonne occasion pour renflouer leur compte en banque. Mais pour les petites gens, c'est tout à fait le contraire, car en même temps que les exportations pétrolières permettent à certains de se remplir les poches, l'inflation rend la vie de plus en plus dur à ceux qui n'ont qu'un maigre salaire comme revenu. Et ils sont nombreux ceux qui ont quitté leur village pour s'entasser dans les villes, attirés par le " miracle pétrolier ".

L'Etat nigérian est devenu une " puissance africaine " ayant une place à part... Il était devenu cette " puissance africaine " ayant une place à part dans l'O U A ; jouant le rôle de " négociateur " dans des conflits comme celui du Tchad par exemple. Ses dirigeants étaient reçus à bras ouverts dans les métropoles impérialistes.

Cette manne pétrolière, attirant des investisseurs, a permis la création d'un certain nombre d'entreprises, attirant ainsi la main d'oeuvre des pays voisins. Le retrait des militaires dans leurs casernes en octobre 1979 couronnait en quelque sorte cette relative prospérité. Il n'en fallait pas plus à la grande presse pour tourner les projecteurs vers cette " démocratie exceptionnelle " dans un continent presque entièrement sous la coupe des militaires. Séhu Shagari est devenu le " sage de l'Afrique ". Tous ces bla-bla ont fait bon train jusqu'à ce que la " poule aux oeufs d'or " connaisse la crise suite à une baisse des exportations pétrolières.

La production a baissé de moitié en passant de 2 millions de barils par jour en 1980 à moins de 1 million de baril à la fin de 1982. De plus, le prix du pétrole qui atteignait les 40 dollars le baril est passé dans la même période à moins de 30 dollars ; du coup, tout ce prétendu " décollage économique " est parti en fumée. Le pays n'arrive plus à payer ses dettes contractées lors du boom pétrolier ; ces dettes à l'extérieur atteignent les 15 milliards de dollars. Des entreprises ont fermé, augmentant ainsi le nombre des chômeurs ; alors que l'inflation galopait entre les 25 % et 40 % . Ainsi, le pays considéré comme l'un des plus prospères de l'Afrique est devenu le plus endetté. Tous les grands projets planifiés se sont envolés.

En janvier 1983, le gouvernement décide brutalement d'expulser tous les travailleurs immigrés en situation irrégulière. En 15 jours ce sont plusieurs centaines de milliers (2 millions selon d'autres informations), en majorité des ghanéens, des togolais, des béninois qui sont entassés dans des bateaux ou des cars, et expulsés comme des bêtes. C'était une des premières grandes manifestations de la crise. Le gouvernement de Séhu Shagari espérait peut-être ainsi détourner l'attention des populations pauvres nigérianes mécontentes de la situation. Aujourd'hui, à peine un an après les expulsions des immigrés, les dirigeants du régime se retrouvent toujours devant la même crise. Les caisses de l'Etat sont vides, il faut payer les dettes extérieures, les puissances impérialistes, par l'intermédiaire du F M I , réclament un plan d'austérité plus grand. Des fonctionnaires n'ont pas reçu leurs salaires depuis plusieurs mois, certains hôpitaux ne possèdent pas de médicaments. Et la crise continue de p l u s b e l l e .

Les dirigeants mijotent certainement avec les " experts " du F M I des mesures draconiennes pour faire payer encore plus les plus pauvres. C'est donc à point nommé que les militaires reprennent les affaires de l'Etat en main en espérant être plus à même de prendre ces mesures d'austérité.

Trouveront-ils d'autres subterfuges pour détourner une fois de plus le mécontentement des pauvres, tout en leur imposant des sacrifices supplémentaires ? L'avenir nous le dira. Il n'est pas dit non plus que les masses défavorisées nigérianes marchent toujours dans la même combine. Elles peuvent tout aussi bien réagir comme cela a été le cas en Tunisie. Car il n'en faut pas de beaucoup pour faire éclater la poudrière au Nigéria. C'est un pays où il y a certainement beaucoup de richesses ; mais sur les 90 millions de Nigériens, combien profitent de ces richesses ? Une poignée de bourgeois, de hauts fonctionnaires et de galonnés. Alors qu'en face, il y a des dizaines de millions de pauvres qui s'entassent dans les grandes villes dans l'espoir de s'en sortir.

Si ces dizaines de millions de pauvres n'acceptent plus de faire des sacrifices, la situation peut totalement changer au Nigéria. Militaires ou pas, les dictateurs peuvent alors trembler.

COTE D'IVOIRE

L'AUSTERITE CONTINUE

Le budget général de fonctionnement de la Côte d'Ivoire, pour l'année 1984, sera en diminution de 1,47 % par rapport à celui de 1983. La diminution est certes relative, mais significative quand même. Pour la première fois depuis l'indépendance, le budget de la Côte d'Ivoire est en baisse. Eh oui ! " c'est la conjoncture ", comme le disent les ivoiriens. Il faut croire que les mesures que le gouvernement a prises en 82/83 pour espérer limiter les conséquences de la crise sont apparues telles qu'en elles-mêmes : des mesures dérisoires.

Il en est ainsi de la suppression des baux administratifs ; c'est ainsi aussi qu'il a été décidé de réduire le train de vie des hauts fonctionnaires, de réduire le nombre de ministres et d'encourager les départs à la retraite de fonctionnaires, sans les remplacer tous. Pour les autorités ivoiriennes, la diminution du budget s'inscrit dans le cadre d'une " politique de limitation des dépenses publiques de fonctionnement " dans le but de " dégager des ressources " pour " respecter les engagements extérieurs " !

En clair, cela signifie que le pays veut dépenser moins, faire des économies en vue de rembourser ses dettes. Or la dette ivoirienne est si importante (environ 1 000 milliards de F CFA) que, rien que pour payer les intérêts afférents à cette dette, l'Etat est obligé de s'endetter de nouveau. C'est dire que de la part du gouvernement ivoirien, la volonté de rembourser les dettes est une gageure. Par contre sa volonté de faire des économies, elle, peut avoir des conséquences catastrophiques pour les populations pauvres.

Réduire les dépenses publiques, c'est en effet ne plus embaucher des fonctionnaires, limiter la part de l'Etat dans les investissements (or dans nos pays, l'Etat est le seul investisseur) et au besoin, comme cela se voit d'ailleurs, réduire les salaires par l'inflation. Or tout le monde sait que dans nos pays, un salaridé peut faire vivre jusqu'à six ou sept personnes. En cette période de crise, (hausse des prix, pénuries diverses) la diminution du budget va se faire sur le dos des travailleurs, et par conséquent aux dépens de la grande masse des pauvres.

TCHAD: LEQUEL DES VIRUS A

TERRASSE IDRIS MISKINE ?

Ainsi donc Idriss Miskine (I.M) ministre tchadien des Affaires Etrangères est mort, dit-on, d'une crise de paludisme. C'est possible. Mais selon les bruits qui courent avec insistance, il serait plutôt mort empoisonné par les sbires de Hissén Habré (H.H). Comme l'autopsie n'a pas eu lieu (il a été enterré vite fait selon la coutume musulmane) il n'y a que l'assassin - s'il en existe - qui détient la vérité sur cette mort subite.

En tout cas, H.H et I.M étaient des amis d'enfance ; mais se révéler le rival potentiel du virus H.H, tout peut arriver. Témoigner à H.H sa fidélité en refusant de faire un coup d'Etat comme on lui a proposé, dénoncer ceux-là ne suffit pas. Entre le virus H.H et celui du paludisme, on ne sait pas trop lequel est le plus puissant. Or I.M a choisi de se frotter contre le virus H.H.

Qu'il soit mort de l'un ou de l'autre des virus, on ne versera aucune larme sur le sort de Idriss Miskine.

mortalité infantile dans le Tiers-monde: une triste réalité

Selon l'U N I C E F , 15 millions d'enfants ayant moins de 5 ans sont morts en 1983 dans les pays du Tiers-monde. Chiffre significatif certes, mais sûrement inférieur à la réalité. Bien des villages dans le Tiers-monde n'ont ni dispensaire ni maternité. Dans la quasi-totalité des villages africains, les femmes enceintes accouchent dans leurs cases avec l'aide des femmes plus âgées qu'elles, c'est-à-dire, mères, belles-mères etc... Pour les enfants qui ont la chance de naître vivant, la majorité d'entre eux arrivent à l'âge adulte sans consulter une seule fois un médecin.

Dans certaines villes où la situation n'est pas différente, car même là où existent maternité ou dispensaire, après leur naissance, lorsque les enfants sont malades, il faut avoir de l'argent pour consulter le médecin et surtout pour acheter des médicaments car ce n'est pas gratuit. C'est ainsi que les enfants des pauvres meurent devant leurs parents à cause de la pauvreté. Voilà la cause principale qui fait que plus de 15 millions d'enfants pauvres meurent chaque année.

Ici en Occident, on entend souvent les dirigeants des organismes internationaux tel que l'U N I C E F parler de politique de protection infantile pour faire chuter la mortalité et la malnutrition. Ils disent aussi qu'il faut contrôler les naissances dans le tiers-monde et développer la contraception. C'est doublement ignoble.

D'abord comment les femmes paysannes ou semi-paysannes, qui n'ont même pas de quoi manger, peuvent-elles s'acheter des contraceptifs ? Mais surtout, parce que tous ces arguments sont faits pour accréditer l'idée, que si tant d'enfants pauvres meurent c'est parce que les pauvres font trop d'enfants.

Eh bien, non, ils ne meurent pas parce qu'il y a trop d'êtres humains pour les ressources existantes, mais parce que ces ressources sont pillées pour assouvir la soif de profit de quelques uns. C'est parce que ce sont des pays pillés par l'impérialisme et le peu de richesses qui restent, elles sont accaparées par une minorité de riches, de privilégiés qui eux, ne connaissent pas une telle mortalité dans leurs familles.

Il est temps d'en finir avec ce monde malade qui fait que de millions d'enfants pauvres meurent de faim, de malnutrition pendant qu'une petite minorité s'épanouit.

TALBOT LICENCIE

AVEC LA BENEDICTION

DU GOUVERNEMENT

Une des plus grosses entreprises de l'automobile, Talbot, vient de licencier 1905 travailleurs dont la majorité sont des travailleurs immigrés. Manifestement le licenciement de chez Talbot est ^{le} premier pas vers une série de licenciements dans l'industrie automobile.

Renault a déjà annoncé qu'il a l'intention de prendre des mesures de restructuration, de modernisation. C'est la même chose pour Peugeot, pour Citroën. Résultat, tous les bourgeois de l'industrie automobile se préparent à licencier plusieurs milliers de travailleurs. Ainsi donc, les 1905 licenciés chez Talbot sont les premières victimes d'une vague de licenciements. Certains d'entre eux ont travaillé 15 ou 20 ans chez Talbot. Ils vont se trouver du jour au lendemain sans revenus. Ils ne risquent pas de trouver de travail de si tôt.

Est-ce que Peugeot n'a pas assez d'argent pour payer les salaires de 1905 travailleurs ? Est-ce qu'il est réellement en difficulté ? Bien sûr que non ! Peugeot fait partie de ces sociétés qui sont les plus riches, les plus puissantes du pays. Il a les moyens de répartir le travail entre tous les ouvriers de l'entreprise et maintenir les salaires, sans licencier personne.

Oh, bien sûr, maintenir le salaire des 1905 travailleurs licenciés, aurait obligé les actionnaires de Peugeot d'accepter de faire moins de bénéfice. Du point de vue de la simple justice, de la simple humanité, il aurait été normal de diminuer voire supprimer, en ce temps de crise, les bénéfices de ces gens déjà très riches, et qui ont des réserves, plutôt que d'enlever le gagne-pain des ouvriers qui, eux, ne pourraient pas mettre de l'argent de côté, même pas lorsque des affaires de Talbot allaient bien, car ils n'ont jamais gagné beaucoup.

Seulement voilà, cette société n'est ni juste, ni humaine. Les bourgeois qui possèdent cet immense empire qu'est le trust Peugeot, qui contrôle Talbot et aussi Citroën, ne veulent rien perdre de leur profit, et ils ne veulent pas toucher à toute la richesse qu'ils avaient accumulé avant la crise, sur le dos des ouvriers.

Ce n'est ni un problème économique, ni un problème de moderniser la production. C'est un problème de classes. Les capitalistes n'acceptent de céder un peu de leur richesse qu'à la seule condition qu'ils craignent de tout perdre s'ils refusent de céder un peu ! C'est un problème de rapport de force entre ouvriers et bourgeois.

Quelques centaines d'ouvriers chez Talbot se sont battus contre les licenciements; mais pour faire reculer Talbot, il ne suffit pas seulement que quelques centaines des travailleurs de Talbot luttent. Ce n'est pas dans une entreprise qui marche mal que les riches bourgeois sont vulnérables. Pour faire reculer Talbot, il aurait fallu que l'ensemble des travailleurs de l'automobile entre en lutte et en particulier ceux des usines Peugeot et Citroën.

Si les organisations syndicales représentaient réellement les intérêts des travailleurs, si elles avaient voulu vraiment s'opposer aux licenciements, elles auraient répondu par une grève générale de toute l'automobile. Il aurait fallu que les bourgeois de l'automobile craignent pour leurs profits, justement là où les af-

fairés marchent bien. Cela, ni la CGT, ni la CFDT ne l'ont proposé, et à plus forte raison pas les autres syndicats. L'un comme l'autre sont trop liés au gouvernement et, au delà, ils sont trop respectueux de l'ordre capitaliste pour diriger efficacement les combats nécessaires de la classe ouvrière.

A l'échelle réduite de la seule usine Talbot, il était difficile d'empêcher les licenciements. Mais il aurait été sans doute possible, d'obtenir un maximum de choses pour les licenciés, et par exemple pourquoi pas les 200 000 FF d'indemnités de départ réclamé par beaucoup de travailleurs immigrés. Mais la CGT défendait la politique du gouvernement. Elle s'est carrément alignée sur la position des patrons. Les militants locaux de la CFDT, ainsi que plusieurs militants locaux de la CGT ont bien tenté de diriger la lutte avant d'abandonner à leur tour.

Alors, les travailleurs de chez Talbot n'ont pas pu faire reculer la direction et n'ont pas non plus obtenu pour le moment les indemnités que les licenciés immigrés réclamaient.

Ainsi à Talbot s'est déroulée l'une des premières batailles entre les bourgeois de l'automobile et les travailleurs. Il y aura d'autres batailles à mener. On peut espérer que les travailleurs apprendront à se battre, car l'offensive patronale et gouvernementale rendra les luttes inévitables.

Parmi ces travailleurs, il y a un grand nombre qui sont originaires d'Afrique, qui peuvent apprendre à quel point cette société capitaliste est inhumaine, là-même où c'est la citadelle la plus riche. Il faut qu'ils apprennent à se battre à s'organiser. Cette expérience leur servira non seulement le temps qu'ils restent en France mais lorsqu'ils retourneront, par choix, ou malgré eux en Afrique.

Le capitalisme a contraint des dizaines de milliers de travailleurs africains à s'exiler pour venir se faire exploiter dans les métropoles impérialistes, après avoir laissé leur santé et leur jeunesse sur les chaînes de la grande industrie capitaliste.

Eh bien, il n'est pas dit que la bourgeoisie française n'ait pas un jour à regretter d'avoir ainsi transformé des paysans africains en prolétaires, et de leur avoir fait la démonstration que pour les prolétaires, il n'y a pas d'avenir, ni en France, ni en Afrique. Ils ont semé le vent du mécontentement, ils récolteront la tempête de la révolution !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.